

CONSEIL D'ETAT, SECTION D'ADMINISTRATION.

A R R E T

n° 82.410 du 24 septembre 1999

A.84.307/VI-15.078

En cause : **VAN LAETHEM** Geneviève,
ayant élu domicile chez
Mes Marc UYTENDAELE et
Nathalie VAN LAER, avocats,
rue Capitaine Crespel 2/4
1050 Bruxelles,

contre :

l'Etat belge, représenté par le
Ministre de l'Agriculture et des
Petites et Moyennes Entreprises,
Actuellement le Ministre des Classes
moyennes,

ayant élu domicile chez
Me Michel MAHIEU, avocat,
avenue Louise 523
1050 Bruxelles.

**LE PRESIDENT F.F. DE LA VI^e CHAMBRE DU CONSEIL D'ETAT,
SIEGEANT EN REFERE,**

Vu la demande introduite le 25 mai 1999 par
Geneviève VAN LAETHEM, qui tend à la suspension de l'exé-
cution de "l'arrêté royal du 3 février 1999 portant
approbation du code de déontologie de l'Institut profes-
sionnel des agents immobiliers";

Vu la requête introduite le même jour par la même
requérante qui demande l'annulation du même arrêté royal;

Vu la note d'observations et le dossier administratif de la partie adverse;

Vu le rapport de M^{me} DEBROUX, auditeur au Conseil d'Etat;

Vu l'ordonnance du 20 août 1999 ordonnant le dépôt du rapport et fixant l'affaire à l'audience du 3 septembre 1999, date à laquelle l'affaire a été remise à l'audience du 16 septembre 1999;

Vu la notification du rapport et de l'ordonnance de fixation aux parties;

Rapport fait par M. HANSE, conseiller d'Etat;

Entendu, en leurs observations, Me UYTENDAELE, avocat, comparaissant pour la partie requérante, et Me MAHIEU, avocat, comparaissant pour la partie adverse;

Entendu, en son avis contraire, M^{me} DEBROUX, auditeur;

Vu le titre VI, chapitre II, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que, par arrêt n° 82.408 du 24 septembre 1999, la suspension demandée de l'exécution de l'arrêté royal du 3 février 1999 portant approbation du code de déontologie de l'Institut professionnel des agents immobiliers a dès lors été ordonnée; que, partant, il n'y a plus lieu de statuer sur la présente demande de suspension,

D E C I D E :

Article 1^{er}.

Il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

Article 2.

Les dépens sont réservés.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique de la VI^e chambre, le vingt-quatre septembre 1900 nonante-neuf par :

M. HANSE,	conseiller d'Etat, président f.f.
M ^{me} NOTEBAERT,	greffier.

Le Greffier,

Le Président f.f.,

Chr. NOTEBAERT.

Ph. HANSE.